

1. *Décide* qu'un rapport d'ensemble sur les progrès réalisés et les obstacles rencontrés dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme durant les cinq premières années devra être présenté à la Commission de la condition de la femme lors de sa session prolongée de 1990;

2. *Décide en outre* que des projets de conclusion et de recommandation découlant de l'examen et de l'évaluation devront également être présentés et qu'ils devront contenir des mesures permettant de surmonter les obstacles qu'il y a lieu de franchir immédiatement pour accélérer l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi;

3. *Recommande* que, afin de recevoir des conseils pour la formulation des projets de conclusion et de recommandation, le Secrétaire général mette les informations sur les résultats préliminaires de l'examen et de l'évaluation, qui seront en fin de compte incorporés dans le rapport d'ensemble, à la disposition d'un groupe d'Etats Membres à composition non limitée, qui se réunira à titre officieux à New York durant la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, au moment du débat sur la promotion de la femme;

4. *Prie* le Secrétaire général, lorsqu'il établira le rapport d'ensemble et les projets de conclusion et de recommandation, d'utiliser les documents mentionnés dans l'annexe à la résolution 1988/22 du Conseil, en date du 26 mai 1988, et particulièrement la première mise à jour régulière de l'*Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement*;

5. *Prie instamment* le Secrétaire général de s'adresser aux mécanismes nationaux pour la promotion de la femme qui n'ont pas encore répondu au questionnaire et de les inviter à le faire immédiatement, de façon que les réponses au questionnaire soient représentatives, ainsi que, si possible, d'organiser des missions chargées de formuler des diagnostics, qui seront envoyées, sur demande, dans certains pays pour les aider à répondre au questionnaire;

6. *Demande* à la Commission de la condition de la femme d'étudier en séance plénière la documentation établie par le Secrétaire général et de convoquer un comité plénier pour rédiger le texte définitif des recommandations.

*15^e séance plénière
24 mai 1989*

1989/33. Les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1988/23 du 26 mai 1988,

Notant l'inquiétude des femmes du monde entier devant les humiliations et voies de fait continuelles que le régime minoritaire blanc d'Afrique du Sud fait subir journellement aux femmes et aux enfants africains,

Rappelant que cette préoccupation a été exprimée dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁵⁹, qui contiennent en outre des propositions concernant diverses formes d'assistance à apporter aux femmes et aux enfants

qui vivent en Afrique du Sud et aux réfugiés de ce pays,

Considérant que l'exploitation et la spoliation inhumaines des Africains par le régime minoritaire blanc sont directement responsables des conditions effrayantes dans lesquelles vivent les femmes et les enfants africains,

Considérant également que l'égalité des femmes ne peut pas être obtenue sans le succès de la lutte pour la libération nationale et l'autodétermination des populations d'Afrique du Sud contre le régime raciste de Pretoria,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les faits nouveaux concernant la situation des femmes vivant sous le régime d'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie et les mesures d'assistance aux femmes d'Afrique du Sud et de Namibie⁶¹,

1. *Félicite* de leur ténacité et de leur courage les femmes vivant en Afrique du Sud ou réfugiées de ce pays qui résistent à l'oppression, qui ont été détenues, torturées ou exécutées ou dont les maris, les enfants ou les parents ont été détenus, torturés ou exécutés et qui n'en restent pas moins résolues dans leur opposition au régime raciste;

2. *Constate* les efforts déployés par les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les particuliers qui ont fait campagne en faveur de sanctions contre le régime raciste et ont appliqué de telles sanctions;

3. *Condanne catégoriquement* le régime sud-africain pour l'imposition de l'état d'urgence, la séparation forcée des familles noires, la détention et l'emprisonnement de femmes et d'enfants et les mesures de restriction frappant des organisations anti-*apartheid* démocratiques et non violentes ainsi que des particuliers;

4. *Prie instamment* le régime sud-africain d'octroyer aux combattants de la liberté capturés le statut de prisonniers de guerre, conformément aux Conventions de Genève du 12 août 1949⁶² et au Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), adopté en 1977⁶³, d'accorder à tous les prisonniers politiques condamnés à mort, parmi lesquels se trouvent des femmes, un procès équitable fondé sur les normes juridiques internationales et de mettre un terme à l'exécution de prisonniers politiques;

5. *Exige* la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, parmi lesquels se trouve un nombre croissant de femmes et d'enfants;

6. *Invite de nouveau* les gouvernements, compte tenu de la détérioration de la situation en Afrique du Sud, à imposer d'urgence des sanctions globales, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et aux Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme;

7. *Demande* à tous les pays d'appuyer les programmes d'enseignement, les programmes sanitaires

⁵⁹ E/CN.6/1989/3.

⁶⁰ Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 75, nos 970 à 973.

⁶¹ *Idem*, vol. 33, no 1073.

et les programmes sociaux en faveur des femmes et des enfants vivant sous le régime d'*apartheid*;

8. *Demande également* à la communauté internationale d'augmenter l'assistance aux femmes et aux enfants réfugiés en Afrique australe;

9. *Prie instamment* la communauté internationale d'étudier l'évolution de la situation des réfugiés et des personnes déplacées en vue de leur apporter une assistance matérielle;

10. *Prie instamment* les Etats Membres et les organismes des Nations Unies d'appliquer immédiatement, en consultation avec les mouvements de libération nationale, les Stratégies prospectives d'action de Nairobi qui traitent de la situation des femmes et des enfants vivant sous le régime d'*apartheid*, une attention particulière étant accordée à l'éducation, à la santé, à la formation professionnelle et aux possibilités d'emploi, ainsi qu'au renforcement des sections féminines des mouvements de libération;

11. *Prie* la Commission de la condition de la femme de collaborer étroitement avec les femmes des mouvements de libération afin de diffuser des informations et de faire en sorte que les besoins et les aspirations des femmes et des enfants vivant sous le régime d'*apartheid* soient dûment évalués;

12. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission de la condition de la femme, lors de sa trente-quatrième session, un rapport détaillé sur l'application et le suivi des Stratégies prospectives d'action de Nairobi en ce qui concerne les femmes et les enfants vivant sous le régime d'*apartheid*.

15^e séance plénière
24 mai 1989

1989/34. La situation des femmes palestiniennes

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁶⁴,

Ayant à l'esprit les principes et dispositions humanitaires de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949⁶⁵,

Rappelant les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁶⁶, en particulier le paragraphe 260,

Rappelant également sa résolution 1988/25 du 26 mai 1988,

Tenant compte de l'Intifada du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés contre l'occupation israélienne et des pratiques oppressives d'Israël à l'encontre du peuple palestinien, y compris des femmes et des enfants,

1. *Prie* le Secrétaire général de présenter un rapport exhaustif sur la situation des femmes palestiniennes, en mettant à profit toutes les informations disponibles, y compris les rapports de l'Organisation des Nations Unies, les informations émanant de gouvernements ou d'organisations non gouvernementales, ou provenant de missions effectuées par des organismes des Nations Unies et des institutions

spécialisées dans les territoires occupés, et les rapports de réunions et de séminaires, le cas échéant, et le prie de présenter ce rapport à la Commission de la condition de la femme, lors de la trente-quatrième session de la Commission;

2. *Demande* aux institutions spécialisées d'intégrer dans les missions qu'elles envoient dans les territoires palestiniens occupés un expert des questions féminines chargé d'évaluer la situation des femmes palestiniennes et d'élaborer des projets spécifiques d'assistance;

3. *Condamne énergiquement* la poursuite par Israël, puissance occupante, d'une politique de "poigne de fer" contre les femmes palestiniennes et leurs familles dans les territoires palestiniens occupés;

4. *Réaffirme* que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949 est applicable aux territoires occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem;

5. *Prie de nouveau* le Secrétaire général d'envoyer une mission composée d'experts de la condition de la femme pour enquêter sur la situation des femmes et des enfants palestiniens, eu égard à la dégradation considérable de la situation dans les territoires palestiniens occupés;

6. *Prie* la Commission de la condition de la femme de suivre l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, en particulier des dispositions du paragraphe 260 concernant l'assistance aux femmes et aux enfants palestiniens dans les territoires palestiniens occupés et hors de ces territoires;

7. *Réaffirme* que les femmes palestiniennes, en tant qu'élément constitutif d'une nation empêchée d'exercer ses droits de l'homme et ses droits politiques fondamentaux, ne peuvent participer pleinement à la réalisation des objectifs des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, à savoir l'égalité, le développement et la paix, sans exercer leur droit inaliénable de rentrer dans leurs foyers, leur droit à l'autodétermination et leur droit de créer un Etat indépendant, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

15^e séance plénière
24 mai 1989

1989/35. Les femmes et la paix en Amérique centrale

Le Conseil économique et social,

Rappelant que, lorsqu'elle a adopté les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix a reconnu que la femme devait participer pleinement à tous les efforts déployés pour renforcer et maintenir la paix et la sécurité internationales et pour promouvoir la coopération internationale⁶⁶,

⁶⁴ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.XV.10), chap. I, sect. A, par. 249.

⁶⁵ E/CN.6/1989/4.

⁶⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 78, p. 193.